

Sykes-Picot : les leçons géopolitiques

Sykes-Picot : l'omniprésence

Le centenaire de Sykes-Picot n'est pas passé inaperçu. Il a été abordé par plusieurs analystes et chercheurs dont plus particulièrement Robin Wright dans *The Atlantic*, David Ignatius dans le *Washington Post*, Daniel Pipes dans son blog personnel et, enfin, David Garfinkle dans un article publié dans *Foreign Affairs*, du 16 mai 2016, intitulé *The Bullshistory of Sykes-Picot*.

Cependant, si cet événement charnière dans l'histoire des relations internationales

teurs ont souligné que ce déclin était déjà visible dès le XVI^e siècle, sa cause essentielle résidait dans l'échec moral et dans l'incapacité du sultan et de ses hauts responsables à préserver le système politique et administratif. Dans ses écrits datant de 1630, Kuchou Bey, l'un des hauts responsables ottomans, attribuait cette décadence à quatre causes majeures : le retrait du sultan de la supervision directe des affaires de l'Etat ; la nomination de candidats favorisés ou incompetents au poste du Grand Vizir, méprisant le caractè-

Turcs. Les griefs accumulés contre le pouvoir des deys tyrans et, en dernier lieu, d'Ahmed Bey, ont, au mieux, conduit les grandes tribus algériennes à faire la guerre à la France sous leurs propres chefs et au pire fourni de précieux auxiliaires au colonisateur par des corps indigènes des Zouaves et des Spahis. Pour preuve, les Hanenchas dont une centaine de leurs meilleurs cavaliers avait été massacrée par Ahmed Bey quand ils furent enveloppés par son armée de *zbantots* qui plia sur eux les tentes, lorsqu'ils s'apprêtaient à déguster une *dhifa* à laquelle ce bey les a conviés, et furent tués à coups de dague et de couteaux, se sont résignés à une alliance antifranaise indépendante avec plusieurs tribus de la province de Constantine. Le 3 juin 1842, ils livrèrent contre le général Négrier une bataille perdue dans les environs de Tébessa (Féraud, 1874, 435-6).

Ainsi, l'Etat supposé être le refuge de premier et de dernier ressort se transforme-t-il en menace perpétuelle qui déluge dans le conscient des masses tout référent à une appartenance commune et pousse l'homme-citoyen instinctivement à se protéger par une diversité de replis : la tribu, la région, la religion, la secte ou encore l'étranger, etc.

Par ailleurs, bien avant Sykes-Picot, la campagne de Napoléon sur l'Egypte a montré la vulnérabilité du régime des Mamelouks. Régnant en rustres despotes depuis six cents ans, ceux-ci virent Napoléon mettre fin à leur régime autoritaire et à aller jusqu'à initier des réformes réprimant la corruption (Imbeault et al, 2003, 31-2).

Si Sykes-Picot a établi des frontières qui ne correspondaient pas aux réalités sociales et politiques de la région, celle-ci fut, déjà, polarisée par une action d'infiltration et d'intrusion qui s'est inscrite dans la durée, à commencer par les Etats de la Trêve.

Le sultanat d'Oman, le Koweït et le Qatar sont trois pays qui devinrent des protectorats de la puissance britannique, respectivement en 1892, 1899 et 1916, même si le Qatar a été, déjà, mis sous le contrôle des Britanniques en 1868 (Guy 2014, 184). Pour récapituler, lorsque l'Etat faillit à sa mission fondamentale de protecteur et de représentant de tous et devient un Etat despotique, familial, tribal ou régional, il perd sa crédibilité et sa légitimité et pourrait même être perçu comme une menace par ses propres citoyens.

Sykes-Picot est, souvent, évoqué comme un acte de trahison de la part des Britanniques qui n'ont pas tenu leur promesse (d'octroyer l'indépendance) faite aux Arabes en échange de leur révolte contre les Ottomans, une promesse dont l'existence est niée par certains historiens à l'instar d'Elie Kedourie, Issiah Friedman et David Fromkin, et confirmée par Anderson, avançant l'évident caractère confidentiel desdits accords, dont la teneur a été révélée par les Bolcheviques de la Russie (Anderson, 2014), cette attitude relève d'une trivialité obstinée.

Ces derniers, pour se prémunir contre son injustice, sa partialité et sa défaillance, se retournent vers d'autres sources de justice, de protection et d'équité.

Alliances contre-nature : une double déception

Tout cela nous conduit à l'analyse d'une autre conséquence d'une telle situation : les alliances contre-nature. Les exemples sont nombreux, à commencer par le sultanat hafside. Celui-ci, régnant au Maghreb au nom des Almohades, fit appel, sous le règne d'El-Hasan basé à Tunis, aux Espagnols pour le protéger. Ces derniers firent irruption dans la ville massacrant un tiers de sa population et en déplaçant un autre (Ibn-Abbi-Diahf, 1963). Aussitôt, une révolte conduite par Cheikh Ibn Arafa Al-Ouerghami, patron de la confrérie Chabbiya, mit fin au règne et à la légitimité des Hafsides. Ils furent succédés par les

Turcs lorsque la flotte d'Alger, de Tripoli et de Turquie, sous le commandement d'Euldj Ali et de Sinan Pacha, prit La Goulette en 1574 (Carvajal, 2007). Ces mêmes Turcs, il ne faut pas l'oublier, ont par la bravoure de Khair-Eddine et Arroudj expulsé les Espagnols des côtes algériennes et de la Méditerranée entière et sauvé juifs et musulmans d'Andalousie d'un génocide certain conduit sous l'Inquisition catholique en Espagne.

Les exemples les plus récents sont plus frappants, l'accueil des forces d'occupation américaines et européennes avec des fleurs en Irak en 2003 et en Libye en 2011.

Mais il demeure que les alliances contre-nature ne payent pas. Et au lieu de permettre le salut espéré, elles favorisent la dislocation et la fragilité et encore mieux la dépendance. Pour revenir à Sykes-Picot, au lieu d'obtenir l'indépendance des Ottomans à travers une alliance avec les Britanniques, la région tomba dans la trappe de la dépendance aux puissances occidentales. Idem pour l'Irak qui pour se libérer de la soi-disant tyrannie de Saddam alla vers une fragmentation de facto en pseudos mini-Etats, kurde et chiite, qui ne servira à court et à long termes ni les Kurdes ni les chiites et encore moins les sunnites.

En bref, la solution ne réside pas dans le despotisme et la tyrannie car ceux-ci favorisent l'ingérence étrangère, pour preuve Rabin soutint à un moment qu'Israël considère Saddam comme une opportunité et non pas une menace. Elle n'est pas non plus dans l'alliance contre-nature et la concrétisation des projets ethniques de courte vie. Elle réside dans l'unité, la justice et la tolérance. L'on ne s'étonne pas donc de voir certains analystes préconiser la même idée. Ainsi Cohen propose-t-il, en termes de solution à cette réalité arabe amère, «des Etats panarabes unis qui permettent à tous les clans, sectes et mini-Etats qui existent actuellement de façon précaire au Moyen-Orient, de s'appartenir et s'unir sous une seule bannière où tout un chacun peut maintenir son identité respective tout en appartenant à une structure qui **doit servir tous**». Il va jusqu'à dire que «chaque religion aura son Etat propre à elle au sein d'un tout uni et interdépendant. Après tout, les juifs vécurent et prospérèrent parmi les Arabes en

Avant la réalisation de Sykes-Picot au Moyen-Orient, le Maghreb fut pris d'assaut par la puissance coloniale française sans qu'il y ait d'entente cordiale avec sa rivale britannique. Dans sa présence coloniale de 130 années, la France fut confrontée à une résistance locale farouche qui refusait dans la plupart des cas de se faire sous la bannière des Turcs.

interpelle à plus d'un titre, notamment les élites au pouvoir, une focalisation exagérée sur son objet qu'est le démembrement de l'empire ottoman dans ses aspects événementiels risque de se faire au détriment d'une lecture plus rationnelle et réaliste devant tenir compte des lois de la géopolitique et non pas de la rhétorique émotionnelle qui entoure ce fait. Autrement dit, trop d'emphase sur lesdits accords et leurs retombées, notamment sur le destin des peuples de la région du Moyen-Orient, occulte, en premier lieu, un examen perspicace et critique, quoique décontextualisé, des circonstances qui ont entouré l'éclatement du dernier ensemble musulman, à savoir l'Empire ottoman et l'abolition subséquente du califat, tant à l'intérieur de la région concernée qu'au plan de la politique globale de l'époque.

A cet égard, rappelons-nous bien que Sykes-Picot ne fut pas l'acte colonial suprême puisqu'il avait été précédé puis suivi de nombreux conclaves dont l'Accord de Constantinople du 18 mars 1915, le Traité de Londres du 26 avril 1915, celui de Saint-Jean-de-Maurienne du 17 avril 1917, et plus tard, et comme couronnement de ce processus dépeceur, le Traité de Sèvres de 1920. Celui-ci consacra le démembrement de l'Empire ottoman. Cependant, ce n'est pas lui qui mit fin à l'empire et au califat ottoman mais plutôt la Turquie qui l'abolit en 1924, au nom de la République turque laïque.

Sykes-Picot : une conséquence d'un déclin arabo-musulman

Aussi, les questions liées aux déterminants réels de Sykes-Picot et à ceux des circonstances structurelles qui ont facilité la concrétisation des desseins des puissances victorieuses de l'époque dont notamment la France et la Grande-Bretagne et à la validité du tout pour la politique internationale actuelle sont-elles très utiles à examiner pour les besoins de l'analyse géopolitique.

Pour ce qui est des premiers, Garfinkle les a récapitulés dans le désistement de l'empire ottoman observé depuis plus d'un siècle avant la date fatidique de 1924 ; la compétition, à somme nulle, entre les puissances impériales sur les dépouilles de l'Empire ottoman, devenue globale ; et le principe de légitimité impériale qui a cédé la place à celui de l'auto-détermination. C'est sur ce dernier, qui est moralement supérieur, que les alliés ont pu s'appuyer, car ils ne pouvaient dépecer l'Empire ottoman comme un butin de guerre. D'où l'invention de l'idée de mandats, liée à la Ligue des nations. Ces mandats devaient, et uniquement en théorie, conduire les territoires des anciens empires suscités vers une indépendance souveraine (Garfinkle, 2016).

S'agissant du désistement de l'Empire ottoman, alors seul légataire de la légitimité politique en terre d'islam, à l'origine un califat, il soulève la question centrale relative à l'étiologie de son déclin ! Si plusieurs commenta-

re très sensible de cette fonction ; la corruption qui a gangrené la famille impériale à cause de la nomination aux postes de responsabilité de Turcs (paysans d'Anatolie et péquenots), Tsiganes, juifs, peuples sans foi et sans religion, voleurs de poches et racaille ; et, enfin, la corruption des systèmes politique, militaire et économique qui s'ensuivait (Macfie 2014, 12). Ces maladies semblent défier le temps dans nos contrées. Dans cette débâcle politique, les juges étaient haïs, le Trésor vide et la paysannerie ruinée. Hadji Khaliphah, un financier de l'empire, a, lui-aussi, dans les années 1650, identifié quatre causes de cette dégénérescence : l'incapacité du sultan à protéger les paysans contre l'extorsion et l'oppression, à imposer la justice, à contrôler l'armée et sa taille grandissante et à préserver la probité fiscale (Lewis 1962). Et toujours selon Bernard Lewis, «loin d'être la conséquence d'un échec moral du leadership, beaucoup des facteurs cités par Kuchou et autres furent la principale cause de ce déclin (Lewis, 1961).

Plus récemment, et dans ce même ordre d'idées, Palmer évoqua entre autres la perte de la suprématie militaire, l'échec économique, la montée du nationalisme, la propagation des valeurs laïques et l'émergence de la Russie (Palmer 1992).

Peut-on résumer ces maux irréductibles, en disant que sous le poids du despotisme (qui a engendré l'irresponsabilité, qui engendre l'adynamie morale et matérielle, qui engendre la haine et la discorde, qui engendrent la vulnérabilité géopolitique et les alliances contre-nature), l'Empire ottoman, supposé être le califat derrière lequel se rangent tous les musulmans, a succombé à ses fissures et à sa corruption ?

Telle est la vue de l'intérieur, mais le paysage extérieur relève d'une autre dynamique hégémonique qui trouve dans les mécontentements, les lésés et les ambitieux, un instrument de choix pour réaliser des desseins aussi vieux que l'humanité elle-même.

Sykes-Picot : un épisode sans précédent de l'acharnement impérial

Pourquoi évoquer le Traité de Sykes-Picot comme événement-phare marquant le déclin du califat et la dislocation de l'unité des musulmans, sachant bien qu'avant lui d'environ 46 ans eut lieu la chute de l'Algérie et le passage subséquent de l'Afrique du Nord sous la domination française, sans que l'Empire ottoman fasse son devoir politique et moral de défense d'un territoire faisant partie de son califat, même symboliquement.

Avant la réalisation de Sykes-Picot au Moyen-Orient, le Maghreb fut pris d'assaut par la puissance coloniale française sans qu'il y ait d'entente cordiale avec sa rivale britannique. Dans sa présence coloniale de 130 années, la France fut confrontée à une résistance locale farouche qui refusait dans la plupart des cas de se faire sous la bannière des